

Agence Régionale de Santé

Direction Départementale des Territoires

Délégation Territoriale  
du Gers

Service Eau et Risques  
Unité Qualité de l'Eau

## **Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE**

**ARRETE n°2012 153-0003**

- **déclarant d'utilité publique les travaux valant pour la dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage de FLEURANCE exploité par le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE et déterminant les parcelles concernées par les servitudes - périmètre de protection rapproché -**
- **autorisant le prélèvement d'eau**
- **autorisant la distribution d'eau d'alimentation au public**

LE PREFET du GERS,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et L.1321-13 ainsi que les articles R.1321-1 à R.1321-68 ;

**VU** le Code de l'Environnement, Livre 2, Titre 1er et notamment les articles L.214-1 à L.214-10, L.215-13 et L.216-1 à L.216-10 ; R.214-1 à 5 et 214-6 à 56, relatifs à la nomenclature et à la procédure des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement ; R.214-88 et suivants relatifs à la déclaration d'utilité publique et R.214-112 et suivants relatifs aux mesures applicables aux ouvrages hydrauliques au titre du décret n°1135-2007 du 11 décembre 2007 ;

**VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 à L.11-7 et R.11-1 à R.11-18 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code civil et notamment son article 640 ;

**VU** le décret n° 99-615 du 7 juillet 1999 portant publication des amendements aux annexes I, II, III, IV de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe ouvert à la signature à Berne le 19 septembre 1979, adopté à Strasbourg le 5 décembre 1997,

**VU** le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006, relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

**VU** le décret n° 2007-49 du 12 janvier 2007 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 juillet 1988 fixant la liste des poissons protégés sur l'ensemble du territoire national,

**VU** l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 fixant la liste des insectes protégés sur le territoire national ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 août 1999 portant application des articles R.211-1 à R.211-9 du code de l'environnement et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de l'article R. 214-1 du code de l'environnement (nomenclature) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 août 1999 portant application des articles R. 211-1 à R. 211-9 du code de l'environnement et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.4.0 (2°) de l'article R. 214-1 du code de l'environnement (nomenclature) ;

**VU** les arrêtés ministériels du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou ouvrage souterrain soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration et autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0., 1.1.2.0., 1.2.1.0., 1.2.2.0. ou 1.3.1.0. de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0 (1° b et 2° b) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural ;

**VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R 1321-42 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 février 2008 fixant des prescriptions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques ;

**VU** l'arrêté régional du 30 décembre 2004, relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Midi-Pyrénées complétant la liste nationale ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 1981 modifié, portant Règlement Sanitaire Départemental ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2009 relatif au 4<sup>ème</sup> programme d'action dans les zones vulnérables concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2004 relatif à la mise en place d'un plan départemental opérationnel d'actions de lutte contre la pollution des eaux par les produits phytosanitaires ;

**VU** l'arrêté du préfet du 5 octobre 2009 modifié, relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

**VU** les circulaires du 24 juillet 1990 et 2 janvier 1997, relatives à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) «Adour Garonne» approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2009 ;

**VU** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 12/04/2010 ;

**VU** la délibération du Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE du 30/03/2009 relative au prélèvement, à l'instauration des périmètres de protection et à la distribution d'eau potable ;

**VU** le dossier produit par le bureau d'études AGE Environnement, maître d'ouvrage délégué au syndicat mixte de production d'eau potable du canton de Fleurance et jugé recevable le 9 novembre 2011 pour être soumis à enquête publique ;

**VU** le dossier d'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement déposé par le syndicat mixte de production d'eau potable du canton de Fleurance, représenté par Monsieur le Président, au guichet unique de l'eau de la direction départementale des territoires concernant la régularisation administrative du captage d'eau potable de la commune, enregistré le 18 juillet 2011, sous le n° 32-2011-00278 ;

**VU** l'avis de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du 29 août 2011 ;

**VU** l'avis du Service Territoire et Patrimoines de la direction départementale des territoires du 5 septembre 2011 ;

**VU** l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du 18 août 2011 ;

**VU** l'avis du Conseil Général du Gers du 20 septembre 2011 ;

**VU** l'avis de la Fédération Départementale de Pêche du Gers du 21 septembre 2011 ;

**VU** l'avis de recevabilité du service en charge de la police de l'eau de la direction départementale des territoires du Gers du 11 novembre 2011 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable :

- à la déclaration d'utilité publique :
  - des travaux de dérivation des eaux,
  - de la création des périmètres de protection du captage «Le Piot » exploité par le Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable du canton de Fleurance,
  - déterminant les parcelles concernées par les servitudes – périmètre de protection rapprochée -
- à l'autorisation de prélèvement prévue aux articles L.214-1 à 6 du code de l'environnement
- à l'autorisation de distribution d'eau d'alimentation au public ;

**VU** l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 16 décembre 2011 au 30 décembre 2011, conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête susvisé ;

**VU** le rapport de présentation au CODERST conjoint de la Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de la Santé et du service Eau et Risques de la Direction Départementale des Territoires en date du 6 avril 2012 ;

**VU** le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur du 13 février 2012 concernant l'autorisation au titre du code de l'environnement pour le prélèvement assorti d'une réserve :

- que les services de l'État compétents confirment le statut juridique des rejets après traitement dans la rivière Gers ;

**VU** le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur concernant la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du 13 février 2012 assorti des réserves suivantes :

- périmètre de protection immédiate : production d'un plan au format A3 reprenant clairement les n° des parcelles concernées et le tracé précis du périmètre ;
- périmètre de protection rapprochée : que les états parcellaires et le plan parcellaire soient mis en cohérence s'agissant des parcelles citées dans le rapport ;

**VU** l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 26 avril 2012 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 prorogeant le délai imparti par l'article R214-12 du code de l'environnement pour statuer sur la demande du Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de Fleurance concernant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et l'instauration des périmètres de protection du captage Le Piot à Fleurance et déterminant les parcelles concernées par les servitudes – périmètre de protection rapproché - ; la demande d'autorisation requise au titre du code de l'environnement pour le prélèvement d'eau et la demande d'autorisation de distribution d'eau d'alimentation au public ;

**CONSIDERANT** d'une part, la nécessité de protéger les ressources en eau de la collectivité et les dispositions prises pour faire face à une pollution accidentelle et d'autre part, que toutes les formalités réglementaires ont été remplies ;

**CONSIDERANT** la demande de régularisation du captage du Piot à Fleurance et le dossier produit à cet effet en juillet 2011 montrant la mise en sécurité de la production d'eau destinée à la consommation humaine ; c'est-à-dire le maintien de la distribution d'eau même en cas de pollution accidentelle du Gers ;

**CONSIDERANT** les corrections de traitement mises en place pour respecter les limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques ;

**CONSIDERANT** que le bassin versant du Gers a été classé en zone vulnérable aux nitrates, ce qui entraîne l'application obligatoire des programmes de lutte contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**CONSIDERANT** que les travaux réalisés dans le cadre de la création de la station de prélèvement et de potabilisation de l'eau sur la commune de FLEURANCE par le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE peuvent faire l'objet d'une régularisation administrative au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** la délibération du syndicat mixte de production d'eau potable du canton de Fleurance en date du 13 février 2012 par laquelle le conseil syndical décide à l'unanimité de lever les réserves relatives à la déclaration d'utilité publique et adressent les documents sollicités par le commissaire enquêteur à la préfecture ;

**CONSIDERANT** que l'autorisation au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau) s'applique au projet dans son ensemble et que le rejet vers la station d'épuration de la commune plutôt que vers le Gers ne change pas la nature de l'autorisation. Le choix de cette solution n'a donc pas d'influence sur le statut juridique du rejet ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

**CONSIDERANT** que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du pétitionnaire par courrier du 02 mai 2012, conformément à l'article R214-12 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les observations du pétitionnaire ont été étudiées lors des réunions du 14 et 16 mai 2012, avec les services concernés ;

**CONSIDERANT** que, par courrier du 25 mai 2012, le pétitionnaire indique que le projet d'arrêté qui lui a été soumis le 22 mai 2012, dans sa nouvelle version, n'appelle pas de remarque particulière de sa part ;

**CONSIDERANT** que les observations émises par le pétitionnaire n'entraînent pas un changement notable du présent arrêté et peuvent donc être prises en compte ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

## ARRETE

### BENEFICIAIRE DE L'AUTORISATION

**Article 1 :** Le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE est le groupement intercommunal, conformément à ses statuts, bénéficiaire des autorisations et déclarations d'utilité publique décrites ci-après pour le captage et la production d'eau destinée à la consommation humaine. Son siège est situé à : Hôtel de Ville - Place de la République - 32501 FLEURANCE.

### UTILITE PUBLIQUE

**Article 2 :** Sont déclarés d'utilité publique, la dérivation des eaux du Gers et les travaux de prélèvement d'eau par le captage situé sur le territoire de la commune de FLEURANCE au lieu-dit "Le Piot", aux fins d'alimentation en eau potable des communes desservies par le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE, ainsi que la création des périmètres de protections immédiate et rapprochée autour de ce point d'eau.

Les coordonnées Lambert II étendu et le code B.S.S. (banque de données du sous-sol) de ce point d'eau situé sur le territoire de la commune de FLEURANCE sont les suivants :

Code B.S.S.	X	Y	Z
09548X0001	465 952	1 871 082	90

Pour l'exploitation des ouvrages et l'exercice des activités énumérés dans le tableau de classement ci-après, le permissionnaire est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans son dossier d'Autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, du Code de l'Environnement, du code de la santé publique, des arrêtés du 11 septembre et du 25 novembre 2003 susvisés.

### AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

**Article 3 :** Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par ces opérations sont les suivantes :

OUVRAGES – INSTALLATIONS - ACTIVITES	RUBRIQUE	REGIME
A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu aux articles L214-9 du Code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone ou des mesures permanentes de répartition quantitative instituée, notamment au titre de l'article L211-2 du Code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m <sup>3</sup> /h (A) 2° Dans les autres cas (D)	1.3.1.0	Autorisation
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	2.1.5.0	Déclaration
Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2. 1. 5. 0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2. 1. 1. 0 et 2. 1. 2. 0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 1° Supérieure ou égale à 10 000 m <sup>3</sup> /j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (A) ; 2° Supérieure à 2 000 m <sup>3</sup> /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m <sup>3</sup> /j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).	2.2.1.0	Déclaration
Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 :	2.2.3.0	Autorisation

<p>1° Le flux total de pollution brute :</p> <p>a) Etant supérieur ou égale au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. (A)</p> <p>b) Etant comprise entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent. (D)</p> <p>2° Le produit de la concentration maximale d'Escherichia coli, par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole et de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens du décret n° 81-324 du 7 avril 1981 modifié :</p> <p>a) Etant supérieur ou égal à <math>10^{11}</math> E coli/j. (A)</p> <p>b) Etant compris entre <math>10^{10}</math> à <math>10^{11}</math> E coli/j. (D)</p>		
<p>Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :</p> <p>1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m<sup>2</sup> (A) ;</p> <p>2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m<sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m<sup>2</sup> (D).</p>	3.2.2.0	Déclaration
<p>Plans d'eau, permanents ou non :</p> <p>1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ;</p> <p>2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).</p>	3.2.3.0	Déclaration
<p>1° Vidanges de plans d'eau issus de barrages de retenue, dont la hauteur est supérieure à 10 m ou dont le volume de la retenue est supérieur à 5 000 000 m<sup>3</sup> (A) ;</p> <p>2° Autres vidanges de plans d'eau, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha, hors opération de chômage des voies navigables, hors piscicultures mentionnées à l'article L.431-6, hors plans d'eau mentionnés à l'article L.431-7 (D).</p> <p>Les vidanges périodiques des plans d'eau visés au 2° font l'objet d'une déclaration unique.</p>	3. 2. 4. 0	Déclaration

#### DEBIT AUTORISE ET CONTROLE, REJETS

**Article 4 :** Le pétitionnaire, le Syndicat Mixte de production d'eau potable du canton de Fleurance représenté par M. le Président, est autorisé en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants à réaliser l'opération suivante : Régularisation de la station de production d'eau potable de Fleurance - Captage du Piot sur la commune de FLEURANCE aux conditions suivantes :

- débit instantané maximal : 400 m<sup>3</sup>/h
- volume maximal journalier : 8000 m<sup>3</sup>
- durée maximale de pompage : 20 h
- volume maximal annuel : inférieur à 2 292 000 m<sup>3</sup>

Les volumes quotidiennement prélevés ainsi que les débits de pointe journaliers sont consignés dans un registre ou cahier. Ces relevés sont adressés en fin d'année calendaire au service de l'eau de la direction départementale des territoires. En cas de contrôle, ce registre ou cahier doit être tenu à la disposition de la DDT et de la délégation territoriale du GERS de l'agence régionale de santé Midi-Pyrénées (DT32 ARS) ainsi que des agents délégués par ces administrations.

L'autorisation de prélèvement est accordée pour une durée de 30 ans.

Lorsque des travaux de réfection sont nécessaires, le permissionnaire en avise sans délai, le service en charge de la police de l'eau de la direction départementale des territoires (DDT).

**Article 5 :** le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE doit garantir le respect des objectifs de qualité du cours d'eau « Gers » par une gestion adaptée des boues et autres déchets issus du process de potabilisation.

Par conséquent, le syndicat met en place, dans un délai de 2 ans à compter de la date de signature du présent arrêté, un système de traitement des eaux de rejet compatible avec le bon état des masses d'eaux et dont les performances sont les suivantes :

- MES : inférieure à 35 mg/l
- Aluminium dissous : inférieure à 200 µg/l

- pH : compris entre 6 et 9

Une auto-surveillance est mise en place sur le rejet, avec a minima 4 analyses par an espacées d'au moins 2 mois, comprenant le débit, la température, le pH, la turbidité, les matières en suspension, l'aluminium total et l'aluminium dissous. Ces mesures sont réalisées pendant toute la durée de validité l'autorisation de prélèvement.

Par ailleurs un suivi en amont et en aval du rejet est également réalisé 2 fois par an sur le Gers, en janvier et en août, pour évaluer l'influence du rejet sur la qualité de l'eau sur une durée minimale de 4 ans, durée qui permettra de définir d'éventuelles mesures compensatoires. Les paramètres suivis sont les suivants :

- Température
- pH
- Turbidité
- MES
- Aluminium Total
- Aluminium dissous
- IBGN
- IBD

Le bilan de l'ensemble de ces mesures (rejet et milieu naturel) est transmis, chaque année, au service de l'eau de la Direction Départementale des Territoires du Gers en fin d'année calendaire.

#### EQUIPEMENT DE L'OUVRAGE

**Article 6 :** L'ouvrage est équipé des éléments suivants :

- **Un compteur volumétrique** est installé et maintenu en état de marche. La remise à zéro du compteur est interdite.
- **Un robinet de prélèvement** est installé aux fins d'analyses des eaux brutes.

#### TRAVAUX ANNEXES

**Article 7 :** Travaux et équipements annexes autorisés au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement

Le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE représentée par M. le Président, est autorisé à :

1. exploiter un bassin ou plan d'eau de stockage, conformément aux éléments décrits dans le dossier d'enquête publique, pour le stockage d'eau brute (ressource de secours) d'un volume de 25 000 m<sup>3</sup>
2. vidanger pour des raisons de situation exceptionnelle le bassin de stockage par le dispositif de vidange gravitaire après avoir informé le service en charge de la police de l'eau et déposé un dossier de déclaration
3. créer un ouvrage de traitement et de transfert des boues issues de la clarification (décanteurs, filtres...)

#### PRESCRIPTIONS PARTICULIERES DES TRAVAUX ET EQUIPEMENTS ANNEXES

**Article 8 :** Caractéristiques des aménagements

##### 8.1 - Bassin de stockage

Le bassin de stockage est constitué d'une seule lagune dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : circulaire

Volume : 25 000 m<sup>3</sup>

Surface : 210 563 m<sup>2</sup>

Rayon : 63 m

Cote fond du plan d'eau : 92,54 m

Cote surface libre : 94,70 m

Hauteur de la digue : inférieure à 2 m

### **8.2- Conditions de vidange exceptionnelle du bassin tampon**

Sont considérées comme conditions exceptionnelles, en particulier, les pollutions accidentelles de l'eau de stockage, un séisme, un acte de malveillance...

Sans préjudice des éléments décrits dans l'arrêté de prescriptions générales, la vidange d'une eau de qualité incompatible avec le milieu naturel n'est pas autorisée.

La mise en œuvre d'une vidange gravitaire exceptionnelle et sa justification doivent être portées à la connaissance du préfet par le permissionnaire 48 heures avant leur mise en œuvre.

### **8.3- Crépine et canalisation de prélèvement**

Toutes modifications sur la crépine ou sur les berges du Gers doivent faire l'objet, au préalable, d'une information du service en charge de la police de l'eau. Si les travaux envisagés s'avèrent relever des dispositions des articles L.214-1 à 3 du code de l'environnement, un dossier de demande d'autorisation ou de déclaration sera déposé au Guichet Unique de l'Eau de la DDT. Ceux-ci ne pourront débiter qu'à l'issue de la procédure correspondante.

## **CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATION**

**Article 9 :** Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

**Article 10 :** Toutes modifications apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des tous les éléments d'appréciation, qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié.

## **PLAN ET VISITE DE RÉCOLEMENT**

**Article 11 :** Le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE établit un plan de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé à l'ARS DT du GERS et à la DDT dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux.

## **ACCES AUX INSTALLATIONS**

**Article 12 :** Les agents chargés de la police de l'eau (DDT) et du contrôle sanitaire (ARS DT du GERS) auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par les codes de l'environnement et de la santé. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

## **CARACTÈRE DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT**

**Article 13 :** L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique,



sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

## RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

**Article 14 :** Le bénéficiaire de l'autorisation peut obtenir le renouvellement de cette dernière. Dans ce cas, il doit formuler la demande auprès de la DDT, dans un délai de deux ans au plus et de six mois au moins, avant la date d'expiration de l'autorisation. La demande comprend les pièces énumérées à l'article R.214-20 du code de l'environnement.

## TRANSFERT DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

**Article 15 :** Si le bénéfice de la présente autorisation est transmis à une autre personne que celle qui est mentionnée à l'article 1er du titre I, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation, d'un ouvrage ou d'une installation doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, par défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

Il est donné acte de cette déclaration.

## DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS PAR LE PERMISSIONNAIRE

**Article 16 :** Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet sans délai, dans les conditions fixées à l'article L.211-5 du code de l'environnement, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code sus cité.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

## ARRÊT D'EXPLOITATION – ABANDON DES OUVRAGES

**Article 17 :** Tout abandon d'exploitation de pompage avec ou sans suppression de ce dernier doit être déclaré auprès de la DDT dans le mois qui suit la cessation définitive.

## RETRAIT OU SUSPENSION DE L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT – MISE HORS SERVICE OU SUPPRESSION DE L'OUVRAGE DE PRELEVEMENT PAR LE PREFET

**Article 18 :** La décision de retrait d'autorisation est prise par un arrêté préfectoral qui, s'il y a lieu, prescrit la remise du site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concourant à la gestion équilibrée de la ressource en eau.

En cas de défaillance, du titulaire de l'autorisation retirée, dans l'exécution des travaux prescrits par la décision de retrait, le préfet peut y faire procéder d'office, dans les conditions prévues à l'article L.216-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de la suspension ou du retrait de l'autorisation de prélèvement, le permissionnaire ou l'exploitant des ouvrages de prélèvements est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage et des installations.

**Article 19 : Remise en état des lieux**

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

**Article 20 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 21 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE**

**Article 22** : Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour du pompage d'eau et de la station de traitement. Ils s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires annexés au présent arrêté et incluent les parcelles énumérées ci-après.

**Périmètre de protection immédiate :**

Commune de FLEURANCE - Section AV et AX.

**Point de prélèvement, stockage d'eau brute et station de traitement :**

Le périmètre immédiat s'étend sur les parcelles n° 285, 352 en partie et 354 en partie de la section AV ainsi que les parcelles 84 et 85 de la section AX selon le schéma annexé au présent arrêté (Cf. annexe 1).

L'emprise de la station d'exhaure sera réduite au nord par rapport au périmètre clôturé existant de manière à laisser le chemin d'accès agricole hors du périmètre immédiat. L'implantation en sera vérifiée par un géomètre. Le talus descendant à la rivière Gers fait partie du périmètre immédiat sans pour autant être clôturé.

Ce périmètre sera entouré par une clôture ne présentant pas d'obstacle à l'écoulement des crues dans la zone inondable et grillagée ailleurs, d'une hauteur minimale de 1,8 mètre, accrochée à des poteaux imputrescibles, avec un portail d'accès fermé à clé.

**Périmètre de protection rapprochée :**

Il correspond à la propagation dans la rivière Gers à environ 2 h en débit non dépassé pendant 90 % du temps (vitesse de 0,244 m/s), il s'étend à l'amont de la prise d'eau sur 1 750 m jusqu'au lieu-dit « le moulin neuf » et il est cartographié selon l'annexe 2, sur les communes de FLEURANCE, CERAN, LALANNE et MONTESTRUC sur GERS (Cf. annexe 5 - Etat parcellaire).

**Périmètre de protection éloignée :**

Ce périmètre est constitué de 2 zones sensibles :

**Zone sensible n°1**

Cette zone sensible est tracée sur le plan joint en annexe 3 et s'étend sur environ 5 km en tout point du bassin versant, des communes de FLEURANCE, MONTESTRUC sur GERS, LALANNE, CERAN et GOUTZ.

**Zone sensible n°2**

La zone délimitée sur le plan joint en annexe 4, correspond à l'ensemble du bassin versant du Gers. Cette zone sensible affecte les départements du Gers et des Hautes-Pyrénées.

## PRESRIPTIONS

### **Article 23 :**

#### **23.1 - Périmètre de protection immédiate (PPI) :**

Les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate, doivent être acquis en pleine propriété par la collectivité,

Tout accès du public dans ce périmètre immédiat sera interdit.

Aucun aménagement en-dehors de ceux nécessaires au bon fonctionnement de l'installation n'y sera effectué ni aucun rejet n'y sera déversé dans le Gers.

Les autres installations supportant la réserve d'eau brute, la station de traitement et la bêche de stockage seront clôturées par un grillage de 1,8 m de hauteur et munies de portail fermant à clé.

#### **Interdictions :**

Toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien, ou liées au service des eaux sont interdites à l'intérieur du périmètre de protection immédiat. L'emploi de tout produit herbicide, pesticides et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau sont proscrits.

#### **Prescriptions :**

. Les couvertures des puits de pompage seront munies de cadenas.

. Une partie de la canalisation privée traversant ce périmètre sera déplacée hors de celui-ci.

. Une réserve d'eau brute équivalente à 2,6 jours en pointe et 5 j de production en moyenne de consommation existe et permet de sécuriser l'approvisionnement en eau en toutes circonstances. Le volume utile est de 25 000 m<sup>3</sup>.

. Une station d'alerte destinée à détecter d'éventuels polluants toxiques ou mettant en danger le traitement de l'eau sera installée un peu en amont de la limite du périmètre de protection rapproché, soit à 2 h de temps de transfert pour un débit médian.

Cette station d'alerte devra être installée hors d'eau et facilement déplaçable.

Les paramètres suivis en continu seront au moins :

Température, conductivité, pH, turbidité, Carbone Organique Total (COT), hydrocarbures (avec méthode indirecte admise)

. Les eaux de lavage des filtres et les purges des décanteurs après traitement seront rejetées à l'aval de la prise d'eau.

#### **23.2 - Périmètre de protection rapprochée (PPR) :**

#### **Interdictions :**

L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières.

L'ouverture d'excavations autres que celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau.

Le tracé de nouvelles routes ou pistes.

L'installation de dépôt d'ordures ménagères, de détritiques, de produits radioactifs et de tout produit ou matière susceptible d'altérer la qualité de l'eau.

L'installation d'ouvrages de transport, de canalisations ou de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques ou d'eaux usées présentant un risque de pollution des eaux superficielles.

L'épandage, le rejet ou l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique pour les nouvelles constructions.

Le pacage intensif des animaux susceptible de détruire les surfaces enherbées.

L'abreuvement des animaux dans le Gers et ses affluents.

La circulation des véhicules ou engins motorisés hors des routes et sur les pistes, excepté celle pour un usage professionnel justifié.

Le camping, même sauvage, et tout stationnement de caravanes

Toute nouvelle construction agricole ou industrielle relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et présentant un risque potentiel élevé de pollution des eaux à l'exception :

- des bâtiments liés à l'exploitation du réseau d'eau potable,
- de l'extension des bâtiments existants,
- de la reconstruction des bâtiments à l'identique en cas de sinistre.

### Bandes enherbées.

Les cours d'eau et tous les fossés seront protégés par des bandes enherbées maintenues implantées sur leur bordure. Leur entretien sera conforme au cahier des charges qui leur est propre. Lorsqu'il existe une ripisylve, elle sera maintenue. Dans la mesure du possible, l'implantation de nouvelles ripisylves sera encouragée.

### Pratique agricole, produits phytosanitaires et désherbants, drainage

Dans ce périmètre "la bonne pratique culturale" sera mise en œuvre conformément aux prescriptions générales relatives aux programmes d'action de lutte contre les pollutions diffuses.

Le nettoyage des bordures des routes et chemins sera pratiqué sans produits de traitement et uniquement par coupe (à l'épareuse ou autre).

L'épandage d'engrais organique liquide (lisier, boues) y sera proscrit. L'engrais chimique y sera éventuellement utilisé avec les doses les plus faibles possibles.

L'installation de stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (ensilage) est interdite.

La création de nouveaux réseaux de drainage est interdite.

Les parcelles en bordure du Gers y seront exploitées de préférence en prairies naturelles, en "jachère entretenue" ou en parcelles boisées.

Aucun nouveau drainage agricole n'y sera établi.

### Gestion des rives du Gers

Afin de pouvoir prévenir et traiter l'érosion lente ou éventuellement brutale des berges au droit et en amont du point de prélèvement ainsi que le point lui-même, une servitude ou un contrat ou une convention devra être établi entre les propriétaires des parcelles concernées énumérées ci-dessous, et le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE et en plus éventuellement les autorités concernées par la gestion et l'entretien de la rivière de façon que les rives soient vérifiées, entretenues et éventuellement renforcées.

Commune de Fleurance, Section AV parcelle 354, section AX parcelles 84, 86, 87 et 88

Commune de Céran, Section A parcelles 99, 87, 92, 93, 95, 97 et 98

### Navigation sur le Gers

Toute forme de navigation motorisée et de baignade y sera proscrite.

### Dispositif d'alerte

Dans ce périmètre les services d'incendie et de secours, les services de police et de gendarmerie, les services de l'état, départementaux, communaux, les exploitants agricoles, la fédération de pêche et les associations de pêcheurs, la fédération de chasse et les associations de chasseurs seront informés de l'existence du périmètre, de l'arrivée quasi immédiate d'un polluant présent dans le Gers ou dans les fossés au point de prélèvement et auront connaissance des coordonnées des personnes ou organismes à prévenir en cas d'observation de pollution avérée ou potentielle dans le périmètre.

### **23.3 - Périmètre de protection éloignée (PPE) :**

Dans ce périmètre les services d'incendie et de secours, les services de police et de gendarmerie, les services de l'état, départementaux, communaux, les propriétaires et exploitants agricoles, la fédération de pêche et les associations de pêcheurs, la fédération de chasse et les associations de chasseurs seront informés de l'existence du périmètre, de l'arrivée possible en moins de deux heures d'un polluant présent dans le Gers ou dans les fossés au point de prélèvement et auront connaissance des coordonnées des personnes ou organismes à prévenir en cas d'observation de pollution avérée ou potentielle dans le périmètre.

Dans le périmètre de protection éloignée, en complément des réglementations générales, les activités suivantes **sont ainsi réglementées** :

- Les stockages seront limités aux quantités minimales nécessaires à l'activité, réalisés sur aire étanche avec cuvette de rétention ou dispositif équivalent.

- Au lieu-dit « Le moulin neuf », le pont franchissant le Gers devra être aménagé en conformité avec la sécurité routière et prendre en compte le risque de déversement accidentel lié au trafic routier.
- les projets d'activités soumises à la réglementation des Installations Classées, feront l'objet d'un examen particulier vis-à-vis de la ressource, pour tous les risques de rejets polluants chroniques ou accidentels. Les activités existantes seront mises en conformité avec la réglementation en vigueur dans les meilleurs délais. Il en sera de même pour l'assainissement des eaux usées domestiques,
- l'épandage de fertilisants organiques est autorisé, à l'exclusion des boues de stations d'épuration liquides non enfouies immédiatement, sous réserve de ne pas excéder une dose annuelle de 170 kg d'azote à l'hectare. Les agriculteurs tiendront à jour des registres parcellaires à disposition de l'administration. Le programme d'action de lutte contre les pollutions par les nitrates en zone vulnérable sera strictement appliqué et les cultures utilisant le moins d'azote (soja, orge, tournesol...) seront encouragées,
- l'épandage de fertilisants et produits phytosanitaires sera pratiqué de manière à éviter tout risque d'entraînement dans les eaux superficielles et souterraines ; les préparations et rinçages des produits phytosanitaires seront réalisés hors des périmètres de protection ou dans des lieux spécialement équipés,
- Tout projet d'urbanisation devra prendre en compte une gestion des eaux pluviales garantissant l'absence de risque de pollution accidentelle,

## ACQUISITIONS

**Article 24 :** Le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate conformément aux prescriptions du Code de l'Expropriation. Ces acquisitions devront être réalisées dans un délai maximal de 3 ans à compter de la date du présent arrêté.

## DELAIS ET ACCES

**Article 25 :** Les installations, activités, et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 23 dans un délai maximal de 2 ans. A l'issue des travaux et au plus tard, au terme de ce délai, le président du SMEP organisera une réception des travaux. Le procès-verbal de cette réception sera adressé au Préfet (ARS DT du GERS). Les propriétaires ou exploitants des terrains sur lesquels certains équipements font l'objet de contrôles, travaux ou entretien devront faciliter l'accès du service des eaux à ceux-ci.

## MODIFICATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS

**Article 26 :** Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé, souhaitant y apporter une modification, devra en informer la MISE. Les caractéristiques du projet seront précisées, notamment celles susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer à ces risques. Le demandeur communiquera tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite sera effectuée à ses frais par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique. La MISE fera part des dispositions prescrites en vue de la protection des eaux, dans un délai maximum de 3 mois à compter de la fourniture des documents demandés. Sans réponse de sa part à expiration de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

## INDEMNISATION D'EVENTUELS DOMMAGES

**Article 27 :** Le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les préjudices directs, matériels et certains qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ou l'instauration des servitudes.

## PUBLICITE FONCIERE - NOTIFICATION

**Article 28 :** Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau font l'objet d'une publication selon la réglementation en vigueur.

## DOCUMENTS D'URBANISME

**Article 29 :** Les servitudes afférentes aux périmètres de protection mentionnées au cinquième alinéa de l'article L.1321-2 du code de la santé publique sont annexées au plan local d'urbanisme s'il existe ou lorsqu'il sera approuvé, dans les conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

## QUALITE DES EAUX ET TRAITEMENT

**Article 30 :** Le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE est autorisé à produire et à délivrer de l'eau destinée à la consommation humaine sous les réserves suivantes :

- les limites de qualité des **eaux brutes** mentionnées notamment aux articles R.1321-11, R.321-17 et R.1321-42 du code de la santé publique, ne doivent pas être dépassées ou, le cas échéant, faire l'objet d'une demande de dérogation dans la limite des dispositions réglementaires ;
- la filière actuelle comprend :
  - une correction de pH, une pré-ozonation (la préchloration est interdite),
  - une coagulation-floculation-décantation suivie d'une filtration sur sable,
  - une inter-ozonation,
  - une filtration sur charbon actif en grains,
  - une mise à l'équilibre calco-carbonique par neutralisation basique,
  - une désinfection à l'aide de produits chlorés.

Toute modification de cette filière de traitement doit faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

## DISTRIBUTION DE L'EAU

**Article 31 :** Le Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE dessert, dans le cadre et les conditions prescrites par le présent arrêté préfectoral, les communes citées ci-après :

BRUGNENS, CASTELNAU-D'ARBIEU, CERAN, CEZAN, FLEURANCE, GAVARRET-SUR-AULOUSTE, GOUTZ, LALANNE, LAMOTHE-GOAS, MIRAMONT-LATOUR, MONTESTRUC-SUR-GERS, PAUILHAC, PIS, PRECHAC, PUYSEGUR, REJAUMONT, SAINTE-RADEGONDE, SAUVETAT(LA), TAYBOSC et URDENS.

La commune de FLEURANCE et le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (SIAEP) de la région de Fleurance sont les bénéficiaires des autorisations de distribution de l'eau au public. Leurs sièges sont situés respectivement : Hôtel de Ville - Place de la République - 32501 FLEURANCE et mairie de BRUGNENS - 32500 BRUGNENS et distribuent l'eau aux abonnés des communes susvisées.

Les installations de distribution d'eau mentionnées à l'article R.1321-43 du code de la santé publique doivent être conçues, réalisées et entretenues de manière à empêcher l'introduction ou l'accumulation de micro-organismes, de parasites ou de substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes ou susceptibles d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine distribuée, telle qu'il ne soit plus satisfait aux exigences fixées aux articles R.1321-2 et R.1321-3.

Toute modification notable de distribution devra être déclarée au Préfet, qu'elle soit administrative comme l'ajout ou le retrait d'une desserte communale ou bien technique comme la création ou un renouvellement des éléments structurants du réseau de distribution (réservoirs, conduites principales).

Avant chaque mise en service des installations de traitement et de distribution d'eau au public, une demande de vérification devra être adressée à l'ARS DT du GERS. Celle-ci procèdera à des analyses aux frais du titulaire de l'autorisation. La mise en service sera accordée après vérification de la conformité des installations et de la qualité de l'eau dont les caractéristiques sont définies par arrêtés ministériels.

## SURVEILLANCE ET CONTROLE

### **Article 32 :**

- La qualité des **eaux distribuées** devra respecter les exigences réglementaires en vigueur, définies notamment par les articles R.1321-2 et R.1321-3 du code de la santé publique,
- L'exploitant est tenu de surveiller en permanence la qualité de l'**eau distribuée**. A cet effet, il mettra en œuvre le programme de surveillance conformément à la déclaration figurant dans le dossier d'autorisation. En cas de dépassement des limites de qualité autorisées pour l'eau brute et les eaux distribuées, il en informera immédiatement l'ARS DT du GERS.
- La vérification de la qualité des eaux comprend la surveillance permanente de l'exploitant et le programme d'analyses défini par l'ARS DT du GERS.
- Ce programme de contrôle sanitaire des eaux est transmis annuellement à l'exploitant, il peut être modifié conformément aux articles R.1321-16 à R.1321-18.

## MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS PAR LE PREFET

**Article 33 :** A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires soit en application de l'article R.1321-12 du code de la santé publique, soit au titre du code de l'environnement après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles afin d'assurer la sécurité sanitaire de l'eau distribuée ou que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

## DELAIS ET VOIES DE RECOURS

**Article 34 :** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de PAU (Villa Noulibos, Cours Lyautey - BP 543 - 64010 PAU Cedex).

Des articles 1<sup>er</sup> à 21, relatifs au code de l'environnement (autorisation loi sur l'eau), le délai de recours est de :

- deux mois à compter de la notification pour le pétitionnaire,
- un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département du Gers pour les tiers.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Concernant les autres articles, relatifs au code de la santé publique, le délai de recours est de deux mois à compter :

- de la notification pour le pétitionnaire,
- de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département du Gers pour les tiers.

## SANCTIONS

**Article 35 :** Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté et notamment de l'article 5, sera passible des peines prévues aux articles L.216-6 et suivants du code de l'environnement et aux articles L.1324-3 et suivants de code de la santé publique. Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions prévues dans le présent arrêté, le préfet peut après mise en demeure, prendre les sanctions administratives prévues aux articles L.1324-1A et L.1324-1B du code de la santé publique.

## PUBLICITE

**Article 36 :** Le présent arrêté fera l'objet :

- d'un affichage, pendant deux mois, en mairies de FLEURANCE et BRUGNENS par les soins des maires qui attesteront de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage ;

- d'un extrait de l'arrêté relatif aux servitudes du périmètre rapproché sera affiché en mairies de CERAN, FLEURANCE, LALANNE et MONTESTRUC-SUR-GERS y compris la carte figurant à l'annexe 3 pendant 6 mois.

- d'une insertion par les soins du préfet d'un avis au public, aux frais du SMEP, dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Gers,

- d'une publication au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département du Gers.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de FLEURANCE.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture, ainsi qu'à la mairie de la commune de FLEURANCE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la DDT pendant une durée d'au moins 1 an.

#### MESURES EXECUTOIRES

**Article 37 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous Préfet de l'arrondissement de CONDOM, M. le Président du Syndicat mixte de production d'eau potable du canton de FLEURANCE, MM. les Maires de FLEURANCE, de CERAN, de LALANNE et de MONTESTRUC-sur-GERS et M. le Président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (SIAEP) de la région de FLEURANCE, M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé représenté par son délégué territorial, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, M. le Chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie du Gers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont copie sera adressée à Mme la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations.

A Auch, le **1 JUIN 2012**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général,

  
Christian CHASSAING

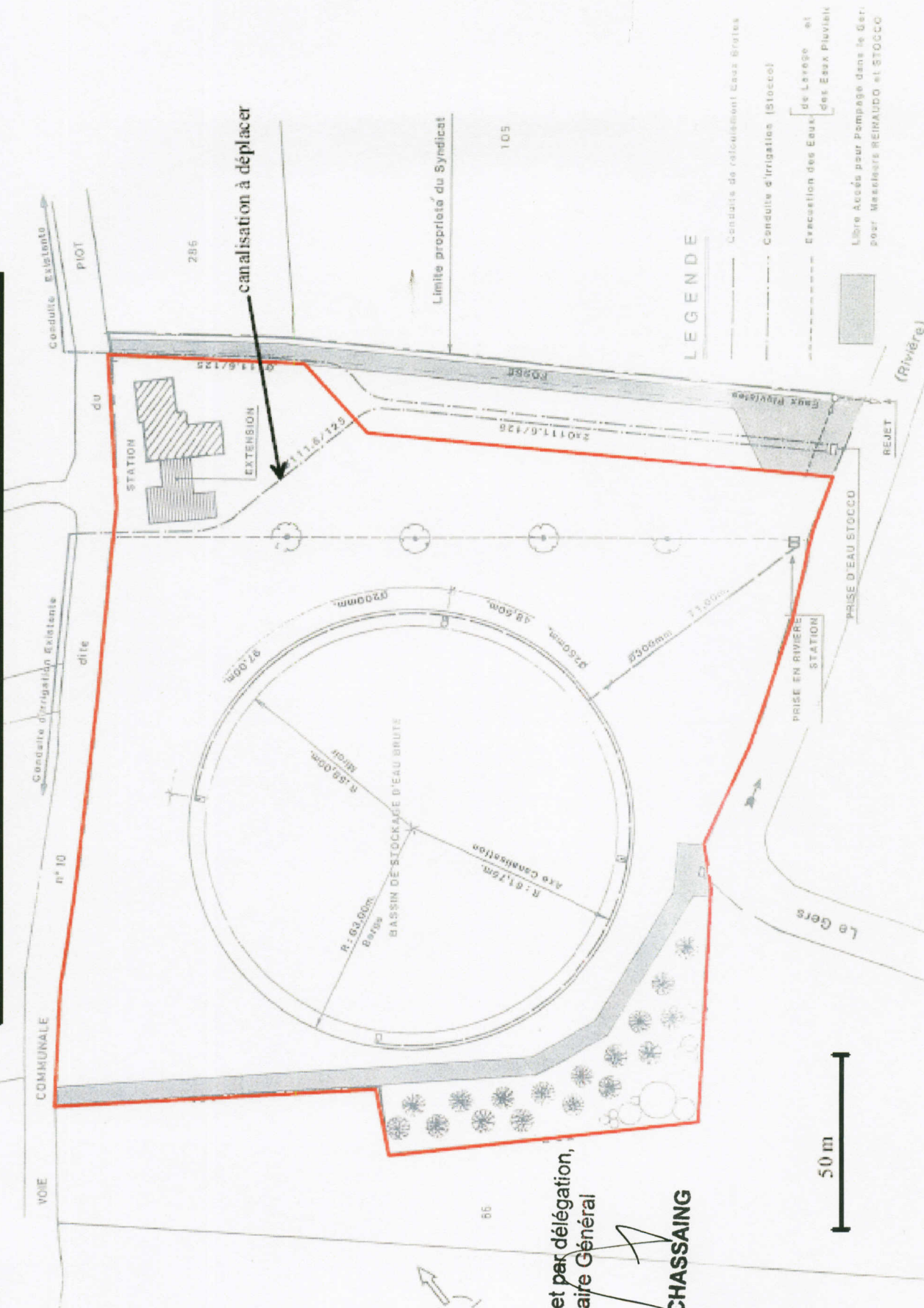


Vu pour être annexé à mon arrêté du ce jour,  
AUCH, le - 1 JUIN 2012



ANNEXE 1

**PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE DE LA PRISE D'EAU DU PIOT**



Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Christian CHASSAING



# SMEP Fleurance

## Perimètre de protection immédiate et rapprochée du captage du Piot

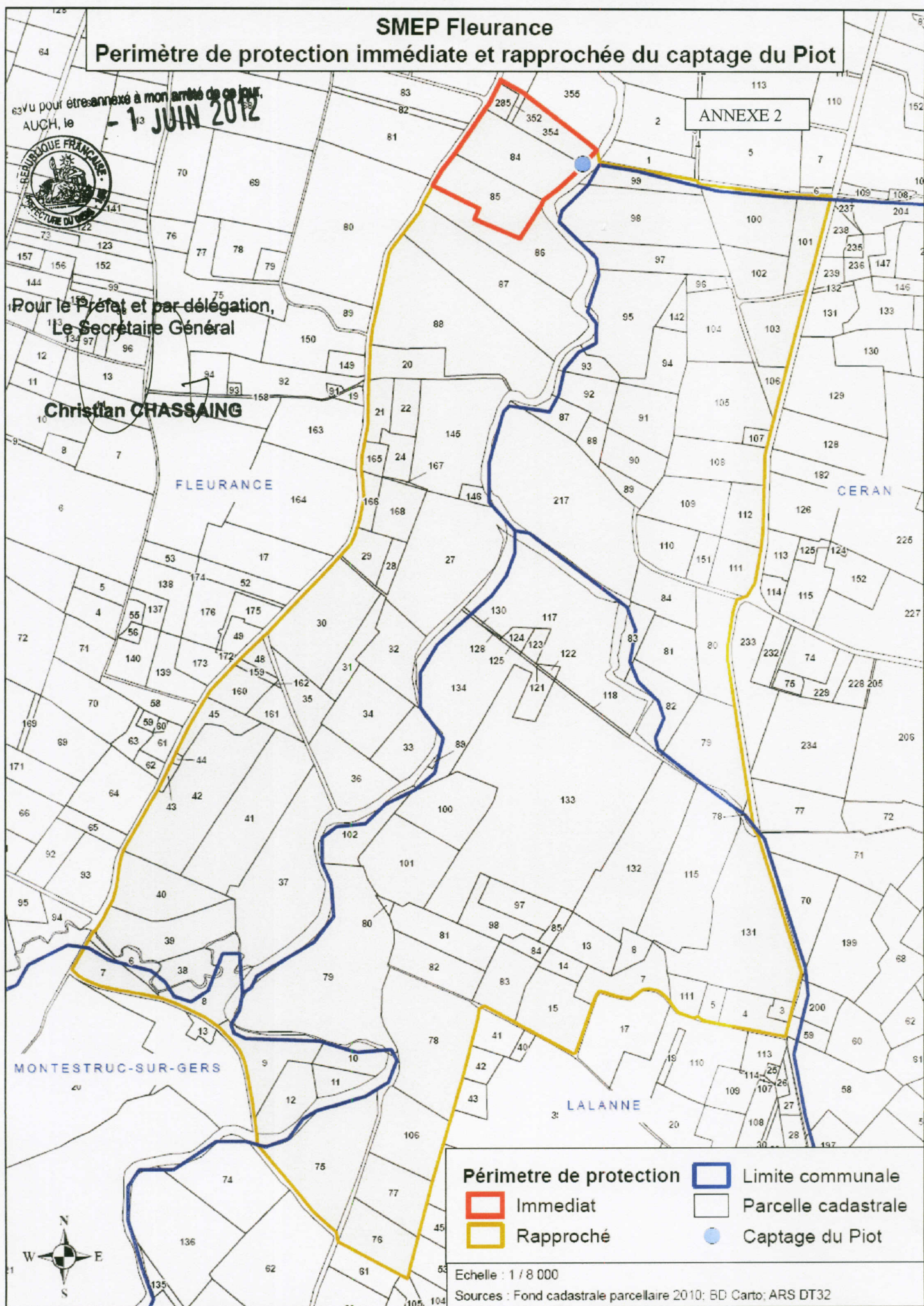
63 vu pour être annexé à mon arrêté de ce jour.  
AUCH, le - 13 JUIN 2012



Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Christian CHASSAING

ANNEXE 2



Périmètre de protection

Immediat

Rapproché

Limite communale

Parcelle cadastrale

Captage du Piot

Echelle : 1 / 8 000

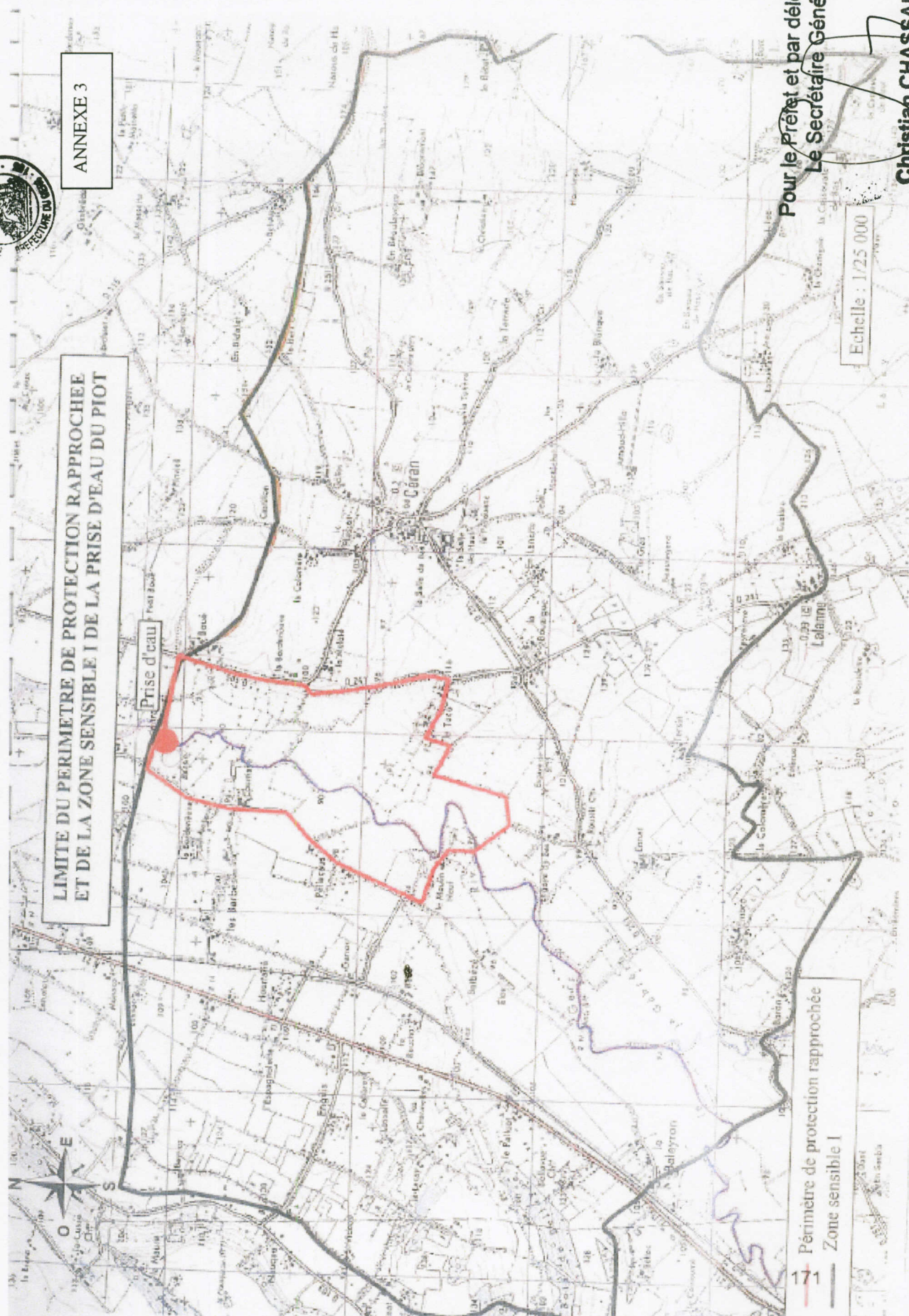
Sources : Fond cadastrale parcellaire 2010; BD Carto; ARS DT32





ANNEXE 3

LIMITE DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE  
ET DE LA ZONE SENSIBLE I DE LA PRISE D'EAU DU PIOT



171  
Périmètre de protection rapprochée  
Zone sensible I

Echelle : 1/25 000

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Christian CHASSAING



## ANNEXE 4

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

**Christian CHASSAING**

## Commune de FLEURANCE

ANNEXE 5

Etat parcelaire

Vu pour être annexé à mon arrêté de ce jour,  
AUCH, le - 1 JUIN 2012Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Christian CHASSAING

Section	N°	COMMUNE	LIEU-DIT	Surface Tot (m²)	Surface PPR (m²)	QUALITE	TITRE	NOM	PRENOM	ADRESSE	CODE POSTAL	VILLE
AV	285	FLEURANCE		20 11	20 11	Propriétaire indivis	M.	STOCO		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AV	352	FLEURANCE		08 98	08 98	Propriétaire indivis	Mme	STOCO		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AV	354	FLEURANCE		68 42	68 42	Propriétaire indivis	M.	STOCO		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AX	84	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	1 68 23	1 68 23	Propriétaire indivis	Mme	STOCO		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AX	85	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	1 32 97	1 32 97	Propriétaire indivis	Mme	STOCO		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
PR												
AX	86	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	1 78 80	1 78 80	Propriétaire indivis	M.	STOCO		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AX	87	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	2 95 55	2 95 55	Propriétaire indivis	Mme	STOCO		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AX	88	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	4 22 10	4 22 10	Propriétaire indivis	M.	STOCO		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AX	89	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	82 10	82 10	Propriétaire indivis	Mme	STOCO		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	20	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	43 35	43 35	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	21	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	39 87	39 87	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	22	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	46 34	46 34	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	23	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	3 27 00	3 27 00	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	24	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	23 59	23 59	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	25	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	49 84	49 84	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	26	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	2 26 38	2 26 38	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	27	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	54 88	54 88	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	28	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	1 08 80	1 08 80	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	29	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	69 50	69 50	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	30	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	1 39 86	1 39 86	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	31	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	68 89	68 89	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	32	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	1 21 80	1 21 80	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	33	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	3 34 80	3 34 80	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	34	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	52 10	52 10	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	35	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	1 59 70	1 59 70	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	36	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	1 44 00	1 44 00	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	37	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	2 73 85	2 73 85	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	38	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	3 11 60	3 11 60	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	39	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	06 34	06 34	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	40	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	02 50	02 50	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	41	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	51 10	51 10	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	42	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	18 82	18 82	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	43	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	2 56 90	2 56 90	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	44	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	14 80	14 80	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	45	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	11 90	11 90	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	46	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	52 86	52 86	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	47	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	43 43	43 43	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	48	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	00 70	00 70	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	49	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	22 80	22 80	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	50	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	27 00	27 00	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	51	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	02 95	02 95	Propriétaire indivis	Mme	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
AY	52	FLEURANCE	A LA BORDENEUVE	70 88	70 88	Propriétaire indivis	M.	HERES		CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE

## Commune de CERAN

Section	N°	COMMUNE	LIEU-DIT	Surface Tot (m²)	Surface PPR (m²)	QUALITE	TITRE	NOM	PRENOM1	ADRESSE	CODE POSTAL	VILLE
PPR :												
A	78	CERAN	A LA MELOTE	03 80	03 80	Propre	M.	MAS	PATRICK	A ENNAT	32500	LALANNE
A	79	CERAN	A LA MELOTE	1 70 60	1 70 60	Propre	M.	MAS	PATRICK	A ENNAT	32500	LALANNE
A	80	CERAN	A LA MELOTE	1 13 10	1 13 10	Propre	M.	JAUSSE	GEORGES		32450	SEMEZIES-CACHAN
A	81	CERAN	A LA MELOTE	94 60	94 60	Propre	M.	JAUSSE	PATRICK	A ENNAT	32500	LALANNE
A	82	CERAN	A LA MELOTE	1 01 30	1 01 30	Propre	M.	MAS	PATRICK	A ENNAT	32500	LALANNE
A	83	CERAN	A LA MELOTE	47 70	47 70	Propre	M.	JAUSSE	GEORGES		32450	SEMEZIES-CACHAN
A	84	CERAN	A LA MELOTE	79 60	79 60	Propre	M.	JAUSSE	GEORGES		32450	SEMEZIES-CACHAN
A	87	CERAN	A LA RIVIERE	47 60	47 60	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	88	CERAN	A LA RIVIERE	31 40	31 40	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	89	CERAN	A LA RIVIERE	29 00	29 00	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	90	CERAN	A LA RIVIERE	66 34	66 34	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	91	CERAN	A LA RIVIERE	1 08 20	1 08 20	Propre	M.	JAUSSE	GEORGES		32450	SEMEZIES-CACHAN
A	92	CERAN	A LA RIVIERE	85 18	85 18	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	93	CERAN	A LA RIVIERE	35 60	35 60	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	94	CERAN	A LA RIVIERE	74 00	74 00	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	95	CERAN	A LA RIVIERE	2 15 30	2 15 30	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	96	CERAN	A LA RIVIERE	18 38	18 38	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	97	CERAN	A LA RIVIERE	1 15 40	1 15 40	Propriétaire indivis	Mme	SOULES	ELODIE	LAS GELUES	32500	CERAN
A	98	CERAN	A LA RIVIERE	2 52 30	2 52 30	Propriétaire indivis	M.	SOULES	JEAN	LAS GELUES	32500	CERAN
A	99	CERAN	A LA RIVIERE	68 40	68 40	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	100	CERAN	A LA RIVIERE	1 54 75	1 54 75	Propriétaire indivis	M.	CENCIGH	GUIDO	AU VILLAGE	32500	GOUTZ
A	101	CERAN	A LA RIVIERE	84 65	84 65	Propriétaire indivis	Mme	CENCIGH	EDWIGE	AU VILLAGE	32500	GOUTZ
A	102	CERAN	A LA RIVIERE	81 41	81 41	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	103	CERAN	A LA RIVIERE	98 10	98 10	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	104	CERAN	A LA RIVIERE	1 24 25	1 24 25	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	105	CERAN	A LA RIVIERE	1 99 90	1 99 90	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	106	CERAN	A LA RIVIERE	26 60	26 60	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	107	CERAN	A LA RIVIERE	13 90	13 90	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	108	CERAN	A LA RIVIERE	1 17 08	1 17 08	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	109	CERAN	A LA RIVIERE	1 15 75	1 15 75	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	110	CERAN	A LA RIVIERE	81 40	81 40	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	111	CERAN	A LA RIVIERE	68 34	68 34	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	112	CERAN	A LA RIVIERE	68 80	68 80	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	142	CERAN	A LA RIVIERE	27 20	27 20	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	151	CERAN	A LA RIVIERE	34 90	34 90	Propre	M.	MAGNAUT	ALAIN	A LA BORDENEUVE	32500	CERAN
A	217	CERAN	A LA RIVIERE	4 91 00	4 91 00	Propre	M.	BOUCHARD	FRANCOIS	A LASSALLE	32500	CERAN

Cômmune de LALANNE

Section	N°	COMMUNE	LIEU-DIT	Surface Tot (m²)	Surface PPR (m²)	QUALITE	TITRE	NOM	PRENOM1	ADRESSE	CODE POSTAL	VILLE
PPR :												
C	3	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	12 37	12 37	Propre	Mme	RACLOT	NELLY	QUARTIER DU TUCCO	32500	LALANNE
C	4	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	52 37	52 37	Propre	Mme	RACLOT	NELLY	QUARTIER DU TUCCO	32500	LALANNE
C	5	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	23 98	23 98	Propre	Mme	RACLOT	NELLY	QUARTIER DU TUCCO	32500	LALANNE
C	7	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	88 30	88 30	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	8	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	31 50	31 50	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	13	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	74 70	74 70	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	14	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	27 49	27 49	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	15	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	1 38 14	1 38 14	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	75	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	2 56 10	2 56 10	Propre	M.	STOCCO	JEAN-CLAUDE	CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
C	76	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	1 04 07	59 24	Propre	M.	STOCCO	JEAN-CLAUDE	CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
C	77	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	1 16 87	1 16 87	Propre	M.	STOCCO	JEAN-CLAUDE	CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
C	78	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	2 99 21	2 99 21	Propre	M.	STOCCO	JEAN-CLAUDE	CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
C	79	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	5 20 20	5 20 20	Propre	M.	STOCCO	JEAN-CLAUDE	CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
C	80	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	04 93	04 93	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	81	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	1 05 90	1 05 90	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	82	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	99 00	99 00	Propre	M.	STOCCO	JEAN-CLAUDE	CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
C	83	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	85 40	85 40	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	84	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	20 95	20 95	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	85	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	15 46	15 46	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	86	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	01 00	01 00	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	87	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	68 29	68 29	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	88	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	64 90	64 90	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	100	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	1 42 55	1 42 55	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	101	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	1 78 70	1 78 70	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	102	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	84 83	84 83	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	102	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	84 83	84 83	Propriétaire indivis	Mme	DUGROS	MANUELA	LA HUSTE AU PINTÉ	32500	GOUTZ
C	106	LALANNE	LA SANDERE DE HAUT	1 48 58	1 48 58	Propre	M.	STOCCO	JEAN-CLAUDE	CHEMIN DU PIOT A LAS MARQUERES	32500	FLEURANCE
C	111	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	37 88	37 88	Propriétaire indivis	M.	TISSANE	GILLES	A LA BORDENUE	32500	MONTESTRUC-SUR-ORS
C	111	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	37 88	37 88	Propriétaire indivis	M.	TISSANE	GILLES	A LA BORDENUE	32500	MONTESTRUC-SUR-ORS
C	115	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	2 88 42	2 88 42	Propre	Mme	COLLET	SIMONE	A L'ARNAUDE	32810	DURAN
C	117	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	4 27 34	4 27 34	Propre	M.	MAS	PATRICK	A ENNAT	32500	LALANNE
C	118	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	09 91	09 91	Propre		SAFER STE DAMEN FONCIER ET D'ETS RURAL DE GASC. HT LANGUE		LA PRADINE 10 CH DE LA LACADE	31320	AUZEVILLE TOLOSANE
C	121	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	04 41	04 41	Propre		SAFER STE DAMEN FONCIER ET D'ETS RURAL DE GASC. HT LANGUE		LA PRADINE 10 CH DE LA LACADE	31320	AUZEVILLE TOLOSANE
C	122	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	04 41	04 41	Propre	M.	MAS	PATRICK	A ENNAT	32500	LALANNE
C	123	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	16 07	16 07	Propre	M.	MAS	PATRICK	A ENNAT	32500	LALANNE
C	124	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	13 50	13 50	Propre	M.	MAS	PATRICK	A ENNAT	32500	LALANNE
C	125	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	02 51	02 51	Propre		SAFER STE DAMEN FONCIER ET D'ETS RURAL DE GASC. HT LANGUE		LA PRADINE 10 CH DE LA LACADE	31320	AUZEVILLE TOLOSANE
C	128	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	00 48	00 48	Propre		SAFER STE DAMEN FONCIER ET D'ETS RURAL DE GASC. HT LANGUE		LA PRADINE 10 CH DE LA LACADE	31320	AUZEVILLE TOLOSANE
C	130	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	04 60	04 60	Propre	Mme	DUGROS	MANUELA	LA PRADINE 10 CH DE LA LACADE	31320	AUZEVILLE TOLOSANE
C	131	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	3 75 41	3 75 41	Propre	M.	DUGROS	MICHEL	LA HUSTE AU PINTÉ	32500	GOUTZ
C	131	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	2 61 98	2 61 98	Propre	Mme	DUGROS	MANUELA	LA HUSTE AU PINTÉ	32500	GOUTZ
C	132	LALANNE	QUARTIER DU TUCCO	9 19 79	9 19 79	Propre	M.	DUGROS	MICHEL	LA HUSTE AU PINTÉ	32500	GOUTZ
C	133	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	3 40 79	3 40 79	Propre	M.	DUGROS	MICHEL	LA HUSTE AU PINTÉ	32500	GOUTZ
C	133	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	3 40 79	3 40 79	Propre	M.	DUGROS	MANUELA	LA HUSTE AU PINTÉ	32500	GOUTZ
C	134	LALANNE	QUARTIER DE LA SANDERE	3 40 79	3 40 79	Propre	Mme	DUGROS	MANUELA	LA HUSTE AU PINTÉ	32500	GOUTZ



Commune de MONTESTRUC sur GERS

Section	N°	COMMUNE	LIEUDIT	Surface Tot (m²)	Surface PPR (m²)	QUALITE	TITRE	NOM	PRENOM1	ADRESSE	CODE POSTAL	VILLE
PPR :												
WH	6	MONTESTRUC SUR GERS	A BETBEZE	30 45	30 45	Propriétaire Indivis	M	BALADE	CLAUDE	A LA PELLECAUS	32500	FLEURANCE
WH	8					Propriétaire Indivis	Mme	BALADE	JEANNINE	A LA PELLECAUS	32500	FLEURANCE
WH	7	MONTESTRUC SUR GERS	A BETBEZE	64 25	64 25	Propre		DU MOULIN STE MARIE		MOULIN STE MARIE	32390	MONTESTRUC-SUR-GERS
WH	8	MONTESTRUC SUR GERS	A BETBEZE	95 00	95 00	Propre	Mme	LA FUENTE	GEORGETTE	71 RUE ALEXANDRE L'AFFONT	32500	FLEURANCE
WH	9	MONTESTRUC SUR GERS	A BETBEZE	1 20 91	1 20 91	Propre		DU MOULIN STE MARIE		MOULIN STE MARIE	32390	MONTESTRUC-SUR-GERS
WH	10	MONTESTRUC SUR GERS	A BETBEZE	60 15	60 15	Propriétaire Indivis	M	DANSAN	ALAIN	17 RUE OLLIER CASABLANCA		MAROC
WH	10					Propriétaire Indivis	Mme	BUCHALLARD	DANIELE	62 B RUE DE LA TOUR	75116	PARIS
WH	10					Propriétaire Indivis	Mme	NORMANDIN	FELICIE	GRAND PALAIS AV VICTORIA	75116	PARIS
WH	11	MONTESTRUC SUR GERS	A BETBEZE	37 54	37 54	Propre	Mme	DANSAN	LILIANE	ETG 2 APPT 24 1 JARDIN MONTREUIL BELLAY	37300	JOUE LES TOURS
WH	12	MONTESTRUC SUR GERS	A BETBEZE	89 30	89 30	Propre	Mme	DU MOULIN STE MARIE	JEANNE	MOULIN STE MARIE	32390	MONTESTRUC-SUR-GERS
								PILLOT		A LA TUILERIE	32500	GOUTZ